

que le mouvement plafonne finalement et que la reprise s'amorce de région en région et de secteur en secteur.

Environ 3.750 sabotages auraient été commis. Ceci est encore un indice de la combativité magnifique et héroïque des travailleurs qui n'hésitèrent pas à risquer leur vie pour la victoire de la grève. Cette multiplication des actes de destruction dépasse largement le stade du terrorisme individuel de nature anarcho-syndicaliste et il s'explique également en fonction de critères techniques : de nombreux secteurs économiques ont été modernisés et peuvent fonctionner avec un personnel réduit, très souvent composé de cadres supérieurs protégés par la police (tris postaux, cabines d'aiguillage, centrales électriques, locomotives diesel), de sorte que la seule arme tout à fait efficace contre les briseurs de grève reste soit l'occupation soit le sabotage des installations. La plupart de ces derniers furent réalisés avec des moyens de fortune et en dépit du bon sens par des combattants inexpérimentés, mais il est fort probable que dans un nouveau conflit semblable et dans ce domaine précis de l'action, beaucoup de travailleurs mettront à profit les dures leçons de l'hiver 60-61. Il faut y ajouter, d'une part, que beaucoup d'actes de sabotage furent commis pour interrompre la circulation et aider ainsi la grève dans d'autres régions, et que, vers la fin de la grève, d'autres actes de sabotage furent en partie des réactions d'indignation et de désespoir devant la répression gouvernementale et l'absence de perspectives données par la direction du mouvement.

2. - L'Etat bourgeois

Depuis longtemps, l'Etat belge n'avait montré de façon aussi claire son rôle d'instrument de domination au service de la bourgeoisie. Les interventions brutales des gendarmes, la hargne mesquine des magistrats contre les « meneurs », la part prise par l'armée dans le dispositif policier, l'utilisation systématique de la R.T.B. (radio et TV) par les ministres pour la propagande mensongère du gouvernement, la déformation des informations par cette même R.T.B., auront fait ressortir aux yeux de larges masses les limites de la « démocratie » et de la « liberté » bourgeoises dès que le mouvement de masse ébranle quelque peu l'ordre établi.

Les magistrats ont couvert de leur autorité les arrestations arbitraires commises par les gendarmes, par exemple en ce qui concerne les piquets de grève dont l'action fut entravée par des arrestations tout à fait illégales, à un point tel que la F.G.T.B. dut faire des circulaires qui précisaient les droits des grévistes dans ce domaine. Ces arrestations furent maintenues dans le but de priver les permanences syndicales de leurs éléments les plus actifs et les plus dynamiques, ce qui devait amener un affaiblissement sensible de l'action ouvrière aux yeux des stratèges de la répression bourgeoise.

Un autre exemple de cette attitude outrancière de l'Etat bourgeois est le cas d'un directeur d'une station régionale de la R.T.B. qui s'était beaucoup dépensé pour donner des informations objectives sur les émeutes de Liège et le nombre des victimes de la répression, et qui fut suspendu temporairement.

Ces « excès » de la part de l'Etat bourgeois auront plus fait en quelques jours pour une prise de conscience plus radicale de larges couches de travailleurs que des années de propagande révolutionnaire.

La grève révéla également la mise au point minutieuse par la bourgeoisie de son appareil de répression. Les émeutes de 1950 (question royale) avaient révélé de nombreuses faiblesses du dispositif policier et la réaction bourgeoise n'avait pas manqué de le déplorer rageusement dans sa presse. Aussi depuis ces événements, le budget de la gendarmerie a augmenté chaque année. Les forces de police furent employées avec beaucoup de souplesse et d'efficacité. Au début de la grève, au moment où le moral et la combativité des grévistes étaient au plus haut point et où l'extension des arrêts de travail avait dispersé les gendarmes dans tout le pays, ces derniers se contentèrent de tâter le terrain en apostrophant les piquets sur un ton souvent aimable et bon enfant. Au fur et à mesure de la prolongation du conflit, de sa fixation dans certains points déterminés du pays (Gand, Anvers, Liège, Charleroi, La Louvière, Borinage) la répression se fit plus dure et plus impitoyable (arrestation arbitraire des piquets, assassinats de manifestants par des gendarmes à Liège et à Chênée). Les grévistes n'étaient armés que de pavés, de boulons, face aux fusils et aux mitraillettes des mercenaires bourgeois. Il est hors de doute que la question de l'armement du prolétariat est à nouveau à l'ordre du jour, et qu'il ne faudra plus que dans un mouvement semblable à celui de cet hiver, la classe ouvrière se sente aussi incapable de réagir efficacement à la terreur bourgeoise qu'elle l'a été à certains moments de cette grève.

La plupart des soldats qui durent garder les endroits stratégiques étaient des miliciens. Ces soldats eurent souvent une attitude d'expectative prudente à l'égard des grévistes. S'il y eut des fraternisations elles furent très limitées, se bornèrent à des contacts humains (distribution de boissons chaudes aux soldats par des membres de comités de grève) mais ne prirent jamais de caractère politique très marqué. Lors de la « question royale », la troupe avait plus sympathisée avec les foules ouvrières, et cette attitude était l'indice d'une grande solidarité de classe. Le poids des dix années de politique spaakiste et « atlantique » de la social-démocratie belge a fait sentir ses effets concrets et négatifs sur la nouvelle vague de la jeunesse belge, et a montré la nécessité d'un véritable programme révolutionnaire contre la guerre, contre le climat militariste qui découle de la préparation de celle-ci. Il faut donner aux jeunes ouvriers en uniforme l'éducation révolutionnaire seule capable de les dresser contre la soumission aveugle et irréflective à une discipline qui leur est imposée contre leurs frères de classe par des officiers réactionnaires. L'insubordination généralisée des soldats ne peut d'ailleurs se produire que s'il y a des perspectives politiques claires et s'ils sentent que la direction est bien décidée d'aller jusqu'au bout, pour qu'ils ne craignent pas de prendre des risques graves de manière gratuite, sans être certains de servir un mouvement qui puisse triompher.

3. - La direction ouvrière

Il a toujours existé une petite minorité de militants communistes, d'éléments centristes et centristes de gauche, et de marxistes révolutionnaires, qui avaient compris le caractère traître de la social-démocratie qui dirige effectivement le mouvement ouvrier belge.